

DANS L'ACTUALITE du 3 au 5 avril 2012

Textes officiels

Dévolution de terrains non bâtis en cas de dissolution d'une association agréée pour la protection de l'environnement

Mode de dévolution des terrains non bâtis acquis avec des subventions publiques en cas de dissolution de l'association agréée pour la protection de l'environnement qui en est propriétaire.

[Décret n° 2012-440 du 2 avril 2012 relatif à la dévolution de terrains non bâtis en cas de dissolution d'une association agréée pour la protection de l'environnement](#)

Circulaire ministérielle

Dotation globale de fonctionnement 2012

[Répartition de la dotation forfaitaire des communes](#)

Source : légifrance.fr - Circulaire du 28 mars 2012

Les règles applicables au vote des impôts locaux en 2012

[Une circulaire de la direction générale des collectivités locales \(DGCL\) du 26 mars 2012 vient commenter les règles applicables au vote des taux des impôts locaux en 2012.](#)

Source : Site de la DGCL - Circulaire 26 mars 2012

Dotation globale de fonctionnement des départements de métropole pour 2012

[Modalités de répartition de la dotation globale de fonctionnement des départements de métropole pour 2012. La fiche de notification de l'attribution individuelle des départements est adressée par l'intranet Colbert - Départemental.](#)

Source : légifrance.fr - Circulaire du 26 mars 2012

Projet de loi

Réforme du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles

[Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie a présenté un projet de loi portant réforme du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles.](#)

Source : conseil des ministres du 03/04/2012

Réponse ministérielle

Dépenses d'électrification d'un bâtiment en zone non constructible

Si le propriétaire exige a posteriori la participation financière de la commune pour électrifier le bâtiment, celle-ci peut-elle mettre en cause la responsabilité des services de l'État au motif qu'au moment de l'instruction du permis de construire ceux-ci n'ont pas consulté la régie distributrice d'électricité ?

[Rép. min. n° 119973, JOAN du 12 mars 2012](#)

Les abribus sont-ils des dépendances ou des accessoires de la voirie ?

L'installation et l'entretien des abribus relèvent-ils obligatoirement de la compétence de la communauté d'agglomération ou de communes qui ont la compétence en matière de transports collectifs ou des communes qui ont conservé la gestion de la voirie et de ses annexes ?

[Rép. min. n° 94211, JOAN du 20 mars 2012](#)

Jurisprudence

Contrat public

Marchés publics : consentement des parties

L'acceptation d'une proposition commerciale soumise expressément à l'aboutissement de démarches administratives en vue de la rédaction d'un avenant aux, ne peut être regardée comme un ordre de service d'exécuter les prestations.

[CAA Marseille du 16 janvier 2012 Société O10C Business Solutions, req. n° 09MA04614](#)

Urbanisme

Schéma de cohérence territoriale et schéma d'aménagement régional

Les orientations d'un schéma d'aménagement régional, en raison de leur précision, sont directement opposables aux arrêtés d'autorisation d'exploiter une carrière.

[CAA Bordeaux du 29 novembre 2011, Société Centrale des Carrières, req. n° 11BX00456](#)

Environnement

ICPE - PC : précisions sur la régularisation de l'autorisation administrative illégale

Possibilités de régularisation provisoire de l'illégalité d'une autorisation administrative d'un permis de construire ou d'une autorisation d'exploiter délivrée au titre de la police des installations classées pour la protection de l'environnement.

[CAA Bordeaux 29 mars 2012, Mme Louise X., req. n° 11BX00722](#)

[CAA Bordeaux 20 mars 2012, Association Saintonge Boisée vivante, req. n°10BX01496](#)

Collectivités territoriales

Les affaires de la commune incluent la dénomination d'un lieu-dit

Le conseil municipal est compétent, dans le cas où un intérêt public local le justifie, pour modifier le nom d'un lieu-dit situé sur le territoire de la commune.

[CE 26 mars 2012, Commune de Vergèze, req. n° 336459](#)

Administratif

Suspension d'un plan d'alignement après épuisement de ses effets

Si un plan d'alignement est suspendu par le juge des référés alors que la commune avait déjà pris possession des biens qui étaient inclus dans le nouveau tracé, celle-ci est fondée à demander au juge, au vu de cet élément nouveau, de mettre fin à cette mesure de suspension.

[CE 26 mars 2012, Association des habitants des quartiers sud et maraichers de Colmar, req. n° 350834](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Référé contractuel, délai de stand still et concurrents évincés

[Frédéric Thiriez, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation et Xavier Bigas, avocat au barreau de Paris, du cabinet Lyon-Caen Thiriez, reviennent sur une récente ordonnance qui rappelle que, lorsque l'acheteur public n'a pas, dans le courrier de rejet mentionné le délai de stand still qu'il compte respecter, un référé contractuel est recevable, même si le requérant avait déjà introduit un référé précontractuel.](#)

Source : achatpublic.info du 05/04/2012

Le juge du référé précontractuel et les OAB

[L'offre anormalement basse fait désormais pourtant du paysage du contentieux des contrats publics. Alain Ménénémis revient sur le rôle du juge du référé chargé de sanctionner les manquements qui peuvent être commis à cette occasion. Encore faut-il qu'il soit lui-même prudent et qu'il s'en tienne aux erreurs manifestes.](#)

Source : achatpublic.info du 03/04/2012

10 000 euros de pénalités pour un marché public signé en cours de contentieux

[Le Conseil d'Etat a condamné un Opac à verser au Trésor public une pénalité financière pour avoir méconnu l'obligation de suspension de signature d'un marché, imposée lors de toute saisine du juge du référé précontractuel.](#)

Source : le moniteur du 04/04/2012

Offres anormalement basses : précisions de la Cour de justice européenne

[Si l'acheteur public a l'obligation de demander des justifications au candidat lorsque le prix semble anormalement bas, il n'est en revanche pas tenu de demander des explications en cas d'offres imprécises ou non conformes aux spécifications techniques.](#)

Source : le moniteur du 03/04/2012

Le marché de la piscine surnage malgré la crise

[70.000 nouveaux bassins ont été construits en 2011. Le chiffre d'affaires du secteur a progressé de 6,5 % en 2011.](#)

Source : le moniteur du 03/04/2012

Urbanisme

Loi SRU et constat de carence : droit de préemption, mode d'emploi

[Une circulaire publiée le 28 mars 2012 précise les modalités du transfert de l'exercice du droit de préemption aux préfets dans les communes qui ne remplissent pas les obligations de la loi SRU en matière de réalisation de logements sociaux.](#)

Source : localtis.info du 03/04/2012

Environnement

Un décret organise la dévolution des terrains des associations dissoutes

[Pris en application de la loi Grenelle 2, un décret du 2 avril 2012 précise le mode de dévolution à une collectivité territoriale – ou à un établissement public de l'Etat - des terrains acquis par une association de protection de l'environnement agréée ayant été dissoute.](#)

Source : localtis.info du 03/04/2012

Bordeaux se dote du plus grand parc photovoltaïque urbain de France

[La plus grande centrale photovoltaïque en zone urbaine, d'une superficie de 20 hectares et dont les 60 000 panneaux produiront 13 000 MWh par an, va entrer en service en mai au parc des expositions de Bordeaux, ont annoncé mardi les porteurs du projet.](#)

Source : la gazette des communes du 03/04/2012

Vu dans les revues

La gazette des communes n°14/2120 du 2 avril 2012 p.54, *Clarification du régime des réserves naturelles*, par Rachel Cattier

Presse

Livraisons : premières idées pour décongestionner les villes

[Plusieurs expérimentations sont menées, notamment à Paris, pour diversifier les modes de livraison des marchandises, qui génèrent 15 % à 20 % du trafic de véhicules. Le Centre d'analyse stratégique et les acteurs économiques de Paris Métropole viennent de rendre leurs propositions.](#)

Source : les échos du 03/04/2012